

Conflits sociétaux actuels et émancipation humaine : éléments de réflexion.

Philippe Zarifian

Il me semble que nous pouvons et devons pousser encore plus loin la pensée qui nous permet, tout à la fois, de rester fidèles aux grands combats initiés dans le passé - en particulier aux grands combats qui se sont noués, à leur origine, autour des mots fortement porteurs de valeurs de "communisme", de "féminisme", de "libération des peuples", d'"anti-racisme", etc., - et de franchir une étape pour, d'une certaine manière, dépasser les cloisonnements dont nous avons hérités et tenter de chasser, du plus possible, les dérives dans lesquels certains de ces combats sont tombés, parfois de manière tragique (comme en témoigne la destinée du formidable idéal que le communisme a pu représenter).

La nécessité de "pousser plus loin" vient, me semble-t-il, d'un double fond d'insatisfaction et du constat de l'enlisement dans un échec à répétition qui devient, au sens le plus immédiat du terme, insupportable. Mais elle vient aussi, en positif, de l'ampleur de l'aspiration à l'émancipation sociale et humaine et à l'émergence d'un monde métis et réconcilié avec sa propre assise dans le mouvement de la Nature, dont on sent - davantage que l'on ne comprend - la force sous-jacente.

1. Double constat d'insatisfaction.

Le point positif de départ vient de l'incontestable progrès qu'a pu représenter le fait d'inscrire le combat politique dans une pluralité de fronts, qui, certes, se rejoignent, mais ne peuvent fusionner sous un unique drapeau. De ce point de vue, l'émergence d'un moment politique vite passé, mais qui marque encore par son intensité - je pense au moment de la création éphémère, mais étonnante d'"Arc en ciel", moment politique porté, au plan intellectuel, par Felix Guattari, et exprimé dans son petit livre intitulé "les trois écologies" - aura constitué une rupture. On la retrouve dans le mouvement des Alternatifs, comme organisation "Rouge et Vert", mais qui aurait tout aussi bien pu se dénommer "Arc en ciel", car la référence aux seuls "Rouge" et "Vert" ne pouvait la résumer.

Il s'est produit, me semble-t-il, **un point de non-retour.**

Par exemple, on ne peut définitivement plus inscrire la question plurimillénaire et pluri-civilisationnelle de la domination, et donc de l'émancipation des femmes, sous le seul sceau de la lutte des classes anticapitaliste.

On ne peut plus réduire l'immense et lointaine question des rapports entre l'humain et la Nature - donc avec une partie de notre propre constitution vitale - à la seule lutte de classes et à la seule émancipation des femmes.

On ne peut plus réduire la destruction, mais aussi la pleine reconnaissance de la diversité des civilisations et de leur enrichissement mutuel, au seul impérialisme, voire au seul colonialisme, car cela renvoie à des luttes entre empires beaucoup plus lointaines (que l'on pense, par exemple, à l'empire Perse, Macédonien, arabe, mongol, etc, qui ont duré pendant plusieurs siècles et dont il faut être d'une étonnante cécité pour ne pas tenir compte de leurs traces, encore vivantes, de leurs apports, mais aussi de leur

barbarie). Par exemple, une partie de notre actualité est issue de la constitution de l'empire - du califat - arabo-musulman qui a commencé juste après la mort de Muhammad. Auparavant, l'Iran par exemple, n'était en rien arabe, ni musulman. Son invasion par les arabo-musulmans a modifié durablement la donne. On pourrait presque dire que la plupart des peuples du monde ont été, à un moment ou à un autre, soumis à un empire, dominés. Les empires proprement coloniaux avaient déjà un long passé d'exemples derrière eux.

La pluralité des fronts, mais aussi leur ancrage dans la longue durée historique, nous a ouvert de nouveaux horizons. Je pense que nous ne pouvons plus, nous ne devons plus revenir en arrière sur cet acquis. D'où par exemple l'impossibilité de réunir l'idéal d'émancipation sous la seule bannière de l'anticapitalisme. Il existe ici, j'y insiste, un point de non-retour. S'il est incontestable que le capitalisme, comme système, domine nos sociétés et avivent toutes les contradictions, agit sur tous les fronts, on ne peut définitivement plus le voir comme la cause de l'existence de tous ces fronts et des problèmes qu'ils expriment. Il est idiot de dire et de croire que le capitalisme est la cause de tout. Par contre, il est le barrage principal par rapport à toute avancée.

De ce point de vue, il n'existe pas de symétrie entre l'anticapitalisme et l'aspiration pour le post-capitalisme. L'anticapitalisme est un aspect important, incontournable de notre combat actuel, mais il ne le résume pas. Par contre le post-capitalisme doit être pensé en prenant en compte la totalité des fronts, **la totalité des émancipations**. Comprendre cette absence de symétrie me semble essentiel actuellement. Nous sommes parvenus à un point de croisement dont nous pouvons dire, avec toute l'ampleur de ce terme, qu'il est historique.

Il est historique, car nous sommes arrivés à un point très singulier de l'histoire mondiale, où des mouvements des sociétés qui se sont initiés il y a très longtemps, depuis parfois plusieurs millénaires et sans lien nécessaire entre eux (des sociétés très écologiques pouvaient en même temps imposer une domination des femmes particulièrement forte par exemple, comme les enquêtes anthropologiques le montrent), se rencontrent. Le point et le moment historiques où tous ces fronts se rejoignent, arrivent en quelque sorte à maturité, se co-conditionnent, sans pouvoir fusionner. C'est ce qui rend ce moment absolument passionnant. Nous avons l'énorme chance de le vivre. Mais c'est en même temps un moment difficile.

Et pourtant j'ai vécu et je vis encore la découverte de cette pluralité sous la forme d'une insatisfaction. Est-ce la tendance, déjà présente à l'aube de la philosophie, à rechercher l'Un derrière le Multiple ? Ou, de manière plus prosaïque, le sentiment, voire la sensation, que nous ne sommes pas allé assez loin dans la prise en compte de ce que l'expression **d'"émancipation humaine"** - et non pas simplement "sociale" - recouvrait.

Qu'est-ce qui agit derrière la pluralité des fronts de lutte ? Mais aussi en quoi l'idée, encore empirique, et à faible contenu, d'"alternative au capitalisme" demande-t-elle d'être elle-même dépassée ? Je les pose comme des questions, sans que l'on se précipite sur de possibles réponses.

La seconde insatisfaction vient de la différence faite entre "lutttes sociales" (ou "mouvements sociaux") et action politique. Cette différence est compréhensible et

légitime. Elle est issue de l'expérience négative qui a pu être faite de la manipulation des luttes sociales, dont chacune a sa dynamique propre, ses acteurs, ses enjeux, par des appareils et des visées politiques. Et pourtant, il me semble que cela a affadi et appauvri la compréhension des luttes dites "sociales". Et perverti la signification de l'action proprement politique.

Plus encore aujourd'hui qu'hier, sans doute parce que les luttes dites "sociales" ne concernent plus seulement les luttes sur les questions d'emploi, de salaire, etc., que l'on range habituellement sous la bannière syndicale, mais embrassent des questions qui touchent à des aspects essentiels de la vie dans nos sociétés, **on sent bien que cette séparation est factice, est mal posée.** Il est plus juste, me semble-t-il, de parler de **luttes sociétales**, y compris en reconsidérant, sous cet angle, les luttes plus traditionnelles (comme celles contre les fermetures d'entreprises).

Et parce qu'elles sont sociétales, elles interrogent profondément le politique. On sent bien là encore que nous vivons un tournant (illustré actuellement par les conflits dans les domaines de l'enseignement, de la recherche, de la santé, etc.). Leurs modalités et leur durée changent. J'ai le sentiment qu'elles deviennent nécessairement des luttes de long terme, permanentes, mais dont il faut, bien entendu, penser les étapes, les avancées et les reculs.

Elles s'inscrivent dans le vécu quotidien, permanent des rapports sociaux. La lutte sur la question de l'enseignement, par exemple, ne pourra pas, ne peut pas s'inscrire uniquement dans le temps court d'un "mouvement", lui-même identifié à une série de manifestations. Ce type de lutte doit être repensé dans ses modalités même. Il pourra toujours y avoir des "mouvements", des "manifestations", mais ils ne représenteront que des moments particuliers dans des luttes de longue durée, solides, tenaces, fortement ancrées dans le vécu. Il faut abandonner le terme de mouvement social qu'Alain Touraine a inventé à la fin des années 60, pour, de manière explicite, faire disparaître toute référence à la lutte des classes.

Nous retrouvons en réalité, dans les conflits actuels, une vérité de base : **la vie, dans notre société, est conflictuelle et elle l'est en permanence.** Ce qu'il y a de nouveau et de positif, c'est que cette conflictualité prenne un cadre collectif, que l'on puisse se dire et voir : il existe un conflit dans l'enseignement supérieur et la recherche et le gouvernement n'aura pas le pouvoir de le faire disparaître.

Mais du même coup, il convient de faire un pas de plus. Si ces luttes sont sociétales, c'est aussi par leur positivité qu'elles le doivent. C'est en elles et par elles que des aspirations émancipatrices diffuses prennent consistance, que des dialogues multiples sont noués, que des pensées "alternatives" se développent. Bref : **que le post-capitalisme avance et se construit.**

Je suis profondément attaché à cette remarque de Michel Foucault, à la fin de sa vie : "la résistance précède l'oppression". Remarque paradoxale, et pourtant, me semble-t-il, profondément juste. C'est parce qu'il y a résistance des opprimés, qu'il y a oppression des oppresseurs. Ce n'est pas un paradoxe en réalité : une oppression est toujours dirigée "contre". Elle est toujours d'abord négative. Le capital est dirigé contre le travail libre. La domination des hommes est dirigée contre la puissance de pensée et d'action des femmes. Dire que la résistance est première, c'est plutôt dire qu'une tendance latente,

parfois davantage potentielle que pleinement réelle, mais forte, puissante (au sens de Spinoza) et profondément positive est à l'œuvre. C'est contre cette tendance et ce potentiel que les oppresseurs agissent. Et dans cette action, ils expriment et développent leur propre pouvoir, qui est davantage un "pouvoir sur", qu'un "pouvoir de".

Lorsque la résistance des opprimés s'exprime, elle semble n'être que dirigée "contre". Mais en profondeur, cette résistance fait résonner et souvent grandir des potentialités et des tendances qui étaient déjà présentes, **dans leur complète positivité**. Elle met à jour des formes de vie et d'existence, et des forces d'émancipation qui restaient latentes, insoupçonnées.

Prenons quelque chose de très banal : pourquoi les salariés sont-ils attachés à leur travail ? Ce n'est pas simplement pour toucher un salaire. C'est parce que ce travail leur appartient. Ils en sont les détenteurs. Il est une création de leur propre activité, même lorsque les conditions de travail et le contrôle capitaliste sont durs. Le capital capte et oriente ce travail, mais ne l'engendre pas. C'est pourquoi aussi les travailleurs réagissent avec vivacité lorsque leur usine ou entreprise ferme : c'est une partie du produit de leur vie qu'on détruit, qu'on nie. **Il y a du positif partout, de la construction de société partout**, même si c'est dans les moments de résistance que cela apparaît. C'est avec cette vision qu'il faut, me semble-t-il, considérer, comprendre les luttes sociétales actuelles, avec les prises de conscience qu'elles stimulent. Dans ces conflits, de la société nouvelle se révèle et se crée.

On comprend mieux la formidable phrase de Marx : le communisme n'est pas autre chose que le mouvement même de la réalité.

Est-ce à dire qu'il n'y aurait plus de distinction à faire entre luttes sociétales et action politique? Non, bien sûr. Mais cela questionne ce que l'on entend par action politique. J'ai l'intuition que nous avons été tellement pénétrés par les pratiques et institutions de la démocratie représentative, que nous avons du mal à penser l'objet propre du politique. Il ne s'agit pas d'être pour ou contre les élections, d'opposer institutions représentatives et autogestion. La question est ailleurs.

Qu'est-ce qu'un combat proprement politique ? C'est un combat qui construit le "vivre ensemble" dans la Cité (d'où dérive, bien entendu, le mot "citoyen"). On peut aller plus loin encore : **le combat proprement politique est celui qui fait émerger la Cité** (dans la pensée, mais aussi dans la réalité matérielle, institutionnelle).

La Cité, ce n'est pas la société. C'est précisément une construction proprement humaine, une action instituante, qui règle et oriente le vivre ensemble. C'est pourquoi il est juste de vouloir distinguer entre luttes sociétales et action politique, car elles n'ont pas exactement le même objet.

Instituer une Cité n'est pas la même chose que transformer une société.

Mais on voit la piste de réflexion qui s'ouvre alors : car s'il y a distinction, c'est aussi qu'il y a rapport : sur chacun des fronts, comme sur le front global (mais à approfondir) de l'émancipation humaine, c'est de la construction de société qui est en jeu, qui est en action, et celle-ci est un enjeu plus profond, plus essentiel, que la construction de la Cité.

En clair : l'institution d'une Cité n'est pas un enjeu en soi. Elle ne prend sens et portée qu'au regard de la transformation sociétale, et, avec elle, de l'émancipation humaine. Ce n'est pas seulement la démocratie représentative (déjà bien malade) qu'il faut reconsidérer, c'est la démocratie tout court !!! Nous ne pouvons plus échapper à cette question.

Qu'est-ce qui se produit en ce moment, avec la montée d'Etats sécuritaires, qui tendent à devenir ou redevenir totalitaires '(en tendance, aussi longtemps que les règles de la démocratie représentatives peuvent être maintenues) ? C'est **la destruction de la Cité bourgeoise, de la Cité libérale**, de la démocratie telle que la bourgeoisie l'a orientée.

Cette destruction prend un caractère impressionnant, parce qu'elle n'est pas uniquement orientée contre le peuple, contre les citoyens. Le phénomène est plus profond. La mise en place de l'Etat sécuritaire, qui s'arme pour mener une guerre civile interne qui ne dit pas son nom, produit en même temps... la destruction du politique ! On en a chaque jour des illustrations : toutes les institutions de la démocratie libérale bourgeoise, à commencer par le parlement, sont bafouées, mises au pas, soumises par le pouvoir exécutif central.

On pourrait dire que le capitalisme, dans sa crise actuelle, mais aussi sous la pression de l'ensemble des fronts de lutte dont j'ai parlé, ne se contente pas de réprimer le peuple. Il réprime, voire détruit la bourgeoisie elle-même comme classe sociale, mode de pensée, mode de vie. Et il détruit les libertés qui, dans les pays "démocratiques", l'accompagnaient. Car les libertés démocratiques ont toujours été le résultat d'un compromis entre action populaire et domination politique bourgeoise. On oublie trop souvent que la bourgeoisie s'est battue pour "les libertés". Ce sont ses intellectuels, ses philosophes, qui les ont pensées.

Qu'est-ce qui se forme actuellement ? Une nouvelle classe et un nouveau type de pouvoir. La nouvelle classe, c'est la classe capitaliste, mondialisée, à l'état pur, ayant retiré ses habits bourgeois. Et le nouveau type de pouvoir est un pouvoir, épuré des "scories démocratiques", **un pouvoir policier**, qui œuvre à la fois pour permettre à cette classe de régner, mais aussi pour parer à tous les incendies que cette évolution allume. Destruction de la Cité, mais aussi marginalisation de pans entiers de la société, exacerbation de tous les fronts d'oppression.

L'Etat sécuritaire organise une transition et une survie : transition vers un capitalisme mondialisé et "nu" , rongé par une crise économique dont il ne sortira que très difficilement. Survie, celle de la classe capitaliste à l'état pur et des rapports économiques qui le fondent, face à des forces contestatrices, certes disparates, mais puissantes. Il n'a plus, il ne peut plus avoir de projet. L'organisation d'une survie est une vraie survie. Ce n'est pas un projet de vie politique, fût-il dominateur. Cet Etat agit au jour le jour, de façon réactive, selon des lignes de force sécuritaires. Il ne peut pas désormais agir autrement. Il devient, au sens propre, contre-révolutionnaire.

Pour bien comprendre ce qui se passe, il importe de préciser ce que l'on peut entendre par "bourgeoisie" et Cité bourgeoise, et montrer le lien mais aussi la différence d'avec le capitalisme comme système économique. La bourgeoisie, on le sait, est historiquement issue de la constitution des "bourgs" et de leur développement dans la dernière période de l'Ancien Régime. Elle s'est constituée aussi par le développement de la propriété

privée du sol dans les campagnes. Ces piliers ont été à la fois le principe, antiféodal, de la libre disposition de soi, celui de la propriété privée et un glissement important de la hiérarchie sociale, du principe des "ordres" de l'Ancien Régime, vers la référence centrale au montant de la richesse, symbolisé par la richesse en argent.

Le montage, idéologique et pratique, a, selon les pays de l'ouest européen, précédé ou accompagné le passage du capitalisme marchand et financier vers le capitalisme industriel et le développement du salariat. Cela n'a pas été une mince affaire, puisqu'elle a débouché, dans certains pays sur de véritables révolutions. La Révolution Française a été, dans son orientation et ses principes centraux, dans la rédaction des Droits de l'Homme, une révolution bourgeoise, et non pas "capitaliste", même si l'institution, difficile, de la Cité libérale bourgeoise a, incontestablement, favorisé l'essor du capitalisme comme mode de production économique.

Or la série de lois et décrets pris ces dernières années, et que l'on qualifie à juste titre de "liberticides" et de "sécuritaires" s'attaque à un certain nombre de piliers de ces libertés, dont le principe central de la "libre disposition de soi" et celui de ce que les philosophes appellent "la liberté négative" : chacun est libre d'agir selon sa libre volonté, pour autant qu'il n'empiète pas sur la liberté d'autrui. Les lois liberticides et sécuritaires, associées bien sûr aux dispositifs pratiques qui en suivent - par exemple la surveillance généralisée des déplacements des personnes - sont en train de saper les fondements même de cet ordre libéral bourgeois. Bien entendu sont visés avant tout les classes populaires et certaines parties de classes moyennes, et non pas la "bourgeoisie", au sens sociologique du terme. C'est évident.

Mais ces lois, décrets et dispositifs policiers visent, dans leurs principes juridiques et pratiques, "n'importe qui", n'importe quel membre de notre société. **Ils transforment la nature de la Cité.** La dimension capitaliste, à l'état pur, et l'accumulation de la richesse monétaire en soi, nient, dans cette "involution" politique, l'apport proprement politique de la révolution libérale bourgeoise, que l'on a pris l'habitude de qualifier de "démocratique" (en oubliant et masquant son origine historique).

Mais cette involution vers un régime sécuritaire doit aussi nous conduire à reconsidérer en profondeur notre propre action politique. Par exemple : doit-on agir pour sauver la démocratie libérale ? Est-ce un combat qui a encore du sens ? Je n'ai pas de réponse assurée à cette question. J'ai tendance à penser que ces libertés sont à défendre, car elles sont devenues un acquis des sociétés modernes. Mais je suis certain que la défense de la démocratie libérale ne peut pas, ne peut plus être première. Il nous faut redéfinir l'objet même de l'action politique, là encore de façon positive et non pas réactive ou défensive. Pour aussi brutale que cette expression puisse apparaître : notre action politique première ne peut pas être, stratégiquement, de "défendre les libertés". **Elle doit être de définir une nouvelle Cité**, et donc de nouvelles libertés, définitivement émancipées, elles-aussi, des habits libéraux bourgeois.

Que devraient être le contenu et la forme institutionnelle de ces nouvelles libertés ? Je ne peux pour l'instant que poser la question. C'est un chantier de réflexion à ouvrir. J'en ai dit quelques mots dans un texte consacré à l'autogouvernement. J'y renvoie. Je ne suis pas pour l'instant en capacité d'en dire plus. Ce dont je suis certain, c'est que cet objet propre de l'action politique, qui est d'instituer une nouvelle Cité, et de manière d'autant plus urgente que la Cité actuelle s'effondre, doit être en résonance avec ce qui reste

premier : les transformations sociétales post-capitalistes, sous le sceau de l'émancipation humaine, de ce que j'ai appelé "**la pleine liberté**".

2. Sortir de l'enlissement et de la répétition.

Pour qui a milité politiquement, et dans des mouvements politiques minoritaires, voire groupusculaires, il est insupportable d'être réduit à l'impuissance dans le domaine propre de l'action politique. On peut toujours tenter de se dédouaner de militer dans un groupe sans influence politique significative, en s'enfermant dans une sorte d'idéal de pureté. La gauche "traître", le Parti Socialiste, sert de repoussoir. Mais c'est une posture dénuée d'intérêt. On ne milite pas pour satisfaire un idéal de pureté personnelle.

Pendant plusieurs mois, dans la gauche de gauche, j'ai observé qu'on a beaucoup débattu de l'unité. Soit une unité circonstancielle pour se présenter aux élections européennes, soit une unité plus profonde et durable (incarnée par exemple par la création d'une Fédération de la gauche alternative). Ce débat s'est soldé par un échec, du moins pour les élections européennes. On peut le regretter : personne ne doute qu'il vaille mieux être unis que désunis. Que le NPA et le Front de Gauche se renvoient la balle pour savoir qui est responsable de cet échec n'est pas d'un très grand intérêt.

Mais, pour avoir lu les programmes des uns et des autres, deux choses m'ont personnellement frappé :

- l'inconsistance, voire la médiocrité des projets ou programmes présentés. Difficile, de ce point de vue, de trancher entre le NPA et le Front de Gauche ! Le débat sur l'unité a plutôt eu pour effet de masquer cette commune médiocrité.

- L'absence complète d'audace, tant dans le contenu que dans les formes de l'action politique. Certains ont critiqué le NPA pour son "gauchisme". Mais en réalité, le NPA se conduit comme un parti de gauche assez traditionnel, le lien aux "luttres" n'ayant rien de nouveau (c'est là une posture classique, qui, en France, a été tenue par le PCF).

Prenons l'objet même actuel : la participation aux élections au Parlement Européen. Il faudra réellement une forte campagne médiatique pour convaincre le citoyen ordinaire qu'il s'agit là d'une question politique importante. Et je suis tout à fait comme le citoyen ordinaire. On pourra m'expliquer que les deux tiers de lois proviennent désormais du Parlement européen, je ne vois pas en quoi c'est important. Le fond du problème n'est pas dans le niveau (national ou européen), mais dans le devenir actuel du parlementarisme. Ce que nous avons vécu, ces dernières années, mais de manière accentuée depuis la crise économique, c'est **une dépossession des Parlements**. Les exécutifs des principaux pays européens ont clairement montré qu'ils pouvaient agir en se mettant au-dessus des lois et aux dessus des directives de la Commission. Et quand ils veulent légaliser leurs coups de force, ils font voter de nouvelles lois ! La moindre des choses serait de comprendre et d'affronter cette question tout à fait réelle et concrète. Elle est, selon moi, un des aspects de la montée des Etats sécuritaires, aggravée par la réelle situation de crise économique.

Or aucun parti n'en parle. Et il se pourrait bien que le citoyen ordinaire ait parfaitement raison en se désintéressant de ces élections. Ce que j'observe et je vis, c'est **l'enlissement dans la répétition**. Un parti politique peut être petit ou grand, mais quand il devient une

machine à répéter, marchant à forte dose d'idéologie et des phraséologies, n'avançant plus dans sa réflexion et son action, il devient dénué d'intérêt.

Le PS a, pour lui, le mérite... s'afficher son manque complet d'idées et de projet. Il n'est même plus porteur d'une idéologie ! Quant aux principaux partis de la "gauche de gauche", ils portent, la plupart du temps, des phrases creuses, sans consistance précise, hors actualité, phrases qui servent surtout à se reconnaître entre soi, ce qui est l'une des fonctions premières de l'idéologie (comme Althusser l'avait montré).

Or les luttes de cette dernière période, qui, quant à elles, sont nécessairement dans l'actualité, en prise avec la phase actuelle du capitalisme, et plus largement, du devenir de nos sociétés, sont devenues, à mon avis, le foyer le plus vivant, le plus intéressant, le plus audacieux. La production d'idées et d'audace, le courage d'affronter l'adversaire, ont largement déserté les mouvements politiques, mais se sont réanimées dans ces luttes que je qualifie de "sociétales".

Le vide, il est là : **une inconsistance de la réflexion et de l'action proprement politiques**. Que, par exemple, le conflit mené dans l'enseignement supérieur et la recherche n'ait été soutenu par aucun parti politique est le signe d'un problème grave. Non seulement ce mouvement n'a pas été soutenu, mais il n'a pas été pensé, réfléchi, resitué dans un cadre plus large. Pour reprendre les expressions que j'ai employées dans ce texte, on n'a pas vu comment des enjeux clairement sociétaux posaient interrogation sur la construction d'une nouvelle Cité. On peut le dire de manière encore plus simple et directe : alors que la vie politique traditionnelle, libérale bourgeoise, se délite, on n'a pas vu concrètement, en pensée comme en action, se redéfinir un autre type de vie politique. C'est pourquoi je parle d'enlèvement.

Et face à lui, l'Etat sécuritaire se déploie. Comme on dit, il y a péril en la demeure !

Paris le 23 mai 2009